

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 06/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PROMOTRAME**

Chemin du Moulin Benoît Prolongé  
76260 LONGROY

Références : UDRD.2022.12.ET.14.MAG.BrJ  
Code AIOT : 0005800426

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement PROMOTRAME implanté Chemin Moulin Benoît Prolongé 76260 LONGROY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMOTRAME
- Chemin Moulin Benoît Prolongé 76260 LONGROY
- Code AIOT : 0005800426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Promotrame est spécialisé dans la récupération des matériaux non ferreux dans les cartes électroniques, et les câbles électriques. La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles des ICPE. Elle avait pour but aussi d'établir un point de situation sur l'actualisation des garanties financières.

Le site est divisé en deux parties :

- une partie au Nord pour le traitement des déchets appelée "zone de traitement"
- une partie au Sud dalle appelée « aire de stockage et de manutention »

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- actualisation des garanties financières ;
- vérification par sondage du respect de certaines prescriptions applicables.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Garanties financières	Code de l'environnement du 29/09/2022, article R. 516.1	/	Lettre de suite préfectorale Demande n° 1	1 mois
2	Réseaux des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Traitements des effluents - Eaux pluviales polluées	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.11.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.13.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 4.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Registres déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Registres déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traitements des effluents - Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.11.1	/	Sans objet
5	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.12.3	/	Sans objet
7	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.4.7.	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit à constater certains manquements aux prescriptions applicables contrôlées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008. L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions de son arrêté, ainsi que l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sur la traçabilité des déchets. L'exploitant doit être plus rigoureux dans les contrôles de ses rejets d'effluents et de poussières, et la gestion du risque accidentel en lien avec les installations électriques.

L'inspection a constaté que l'exploitant avait une seule bouteille d'acétylène utilisé avec une bouteille d'oxygène afin de réaliser des soudures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/09/2022, article R. 516.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ; 5° Les installations soumises à autorisation au titre au 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7 , susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue sur le site afin de vérifier le calcul des garanties financières. L'exploitant a mentionné des chiffres en deçà des minimum pris en compte dans son précédent calcul, notamment pour la surveillance du site ainsi que sur la quantité maximale de déchets à faire évacuer en cas de défaillance.  <b><u>Demande n° 1</u></b> : L'exploitant envoie à l'inspection, <b>sous un délai d'1 mois</b> , le <b>calcul actualisé</b> des garanties financières, en tenant compte de la quantité maximale de déchets à évacuer, ainsi que le montant relatif à la surveillance du site conformément aux dispositions de l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516.1 du code de l'environnement. Un acte de cautionnement doit être fourni sous un délai d'1 mois supplémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Réseaux des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux non polluées (les eaux pluviales exemptes de pollution) des divers catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents tenu à jour doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, poste de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours.</p> <p><b>Constats :</b>            L'exploitant a fourni un schéma des réseaux, uniquement de la partie Nord "zone de traitement", concernant la dalle au Sud "aire de stockage et de manutention", l'exploitant n'a pas de schéma. Pour les deux zones, il n'y a pas de plan des réseaux.</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection, sous un délai de deux mois, un plan des réseaux pour les deux parties du site Nord et Sud, afin de savoir exactement où se situe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les secteurs collectés ;</li> <li>- les points de branchements ;</li> <li>- les regards ;</li> <li>- les avaloirs ;</li> <li>- les postes de relevage ;</li> <li>- les postes de mesures ;</li> <li>- les vannes manuelles et automatiques.</li> <li>- les dispositifs de traitement (séparateur hydrocarbures, débourbeur-déshuileur...)</li> <li>- l'exutoire des eaux collectées</li> </ul> <p>Il est proposé de <b>mettre en demeure</b> l'exploitant de <b>respecter la prescription du point 3.1.8</b> réseaux de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008, en fournissant un plan complet des réseaux de tous ses effluents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : Traitements des effluents - Eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les installations de traitements ( 3 installations de type déshuileurs – débourbeurs) doivent être correctement entretenues de manière à assurer pleinement leur fonction. Ces dispositifs devront faire l'objet d'au moins 2 nettoyages annuels.</p> <p><b>Constats :</b>            L'exploitant indique faire le curage 2 fois par an des 3 décanteurs + 1 dénommé "SNCF" situés sur la partie Nord du site "zone de traitement".            Les quantités sont notées dans un registre.            Aucune information n'est disponible pour la zone sud.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Traitements des effluents - Eaux pluviales polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux pluviales polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les aires de stockage et/ou de travail doivent être étanches et aménagées de façon à assurer la collecte des eaux pluviales et de ruissellement vers des ouvrages de traitement de type déboureur-déshuileur avant leur rejet au milieu récepteur en l'occurrence la Bresle. Le recouvrement du site par un revêtement étanche est finalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai d'1 an à compter de la notification du présent arrêté pour la zone de traitement. Le recouvrement du site permet de canaliser les eaux de pluie ou d'incendie ;</li> <li>- dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté pour l'aire de stockage et de manutention.</li> </ul> <p>La canalisation de ces effluents est associée à un système de récupération et de décantation des eaux de pluie ou d'incendie avant rejet dans la Bresle.</p> <p>Le rejet après traitement dans la Bresle doit être conforme aux dispositions du paragraphe 3.1.12.3. "eaux pluviales".</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une surface étanche avec des caniveaux afin d'évacuer les eaux pluviales et de ruissellement vers les dispositifs de traitement sur la zone au Nord dite "de traitement".</p> <p>Par contre pour la zone au Sud "aire de stockage et de manutention", l'exploitant a indiqué par mail du 10 novembre 2022 :</p> <p>"Contrairement à ma supposition initiale au téléphone, le système de suivi des effluents est différent sur la dalle (zone non opérationnelle).</p> <p>La dalle de stockage des matières est une plateforme étanche de 50 sur 70 m environ bétonnée, et dont la forme centripète crée une rétention des eaux de pluie vers son centre. L'élimination des eaux de pluie se fait par évaporation. A l'issue, et périodiquement, les éventuels résidus sont balayés et réintégrés dans les métaux de nos clients ( sous-lot 'crasses métalliques').</p> <p>Il faut noter que la totalité des matières stockées temporairement est sous une forme solide grossière (broyée ou granulée) et dont la granularité dépasse toujours les 20 mm. Donc les poussières, déjà prélevées par forte aspiration dans les process sont une part mineure des pollutions éventuelles."</p> <p>Les justifications de l'exploitant n'apparaissent pas suffisantes pour prévenir les pollutions vers le milieu naturel. L'aire de stockage et de manutention doit en effet être recouverte d'un revêtement étanche et la canalisation de ces effluents doit être associée à un système de récupération et de décantation des eaux de pluie ou d'incendie avant rejet dans la Bresle.</p> <p>Aussi, il est proposé de <b>mettre en demeure</b>, sous un délai de 2 mois, l'exploitant de <b>respecter la prescription du point 3.1.11.2.</b> eaux pluviales polluées de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008, en justifiant du dimensionnement (pentes, capacité, taux d'évaporation, réseau...) de la rétention des eaux d'une pluie décennale ou d'un incendie sur la dalle "aire de stockage et de manutention". Dans le cas où le système existant ne répondrait pas à ces objectifs, une proposition de système de collecte/traitement des eaux pour cette partie sera proposé, avec des délais de mise en oeuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Valeurs limites de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales polluées traitées ainsi que les eaux pluviales exemptes de pollution sont rejetées dans la rivière « La Bresle ». Les rejets ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- température &lt; 30° ;</li><li>- 5 mg/l d'hydrocarbures ;</li><li>- 125 mg/l en Demande Chimique en Oxygène DCO ;</li><li>- 30 mg/l en matières en Suspension Totales MEST ;</li><li>- Métaux : - cuivre : 0,5 mg/l ; - nickel : 0,5 mg/l ; - chrome : 0,5 mg/l ; - plomb : 0,5 mg/l ; zinc : 2 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le dernier rapport date de décembre 2016. L'ensemble des résultats de la campagne de surveillance des eaux pluviales, est conforme au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/09/2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait procéder à un contrôle de ses rejets par un organisme agréé lui permettant de suivre le respect des valeurs limites mentionnées au paragraphes 3.1.12.2 et 3.1.12.3. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.  Les contrôles devront respecter les fréquences suivantes :  Eaux usées (eaux issues des installations de traitement de types décanteurs – déshuileurs recueillant les eaux de granulation) : Trimestrielle ;  Eaux pluviales : Annuelle.  Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes de dépassements constatés.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection constate que seul une prestation de surveillance des eaux pluviales a été réalisé en décembre 2016.  L'exploitant indique que l'installation de granulation n'est actuellement plus utilisée, mais ne l'a pas porté à la connaissance de l'inspection, car il souhaite garder l'installation afin de peut-être l'utiliser ultérieurement.  L'exploitant n'a donc pas réalisé l'analyse des eaux issues de l'installation de granulation.</p> <p>L'exploitant doit réaliser et envoyer à l'inspection, sous un délai de 2 mois les résultats d'analyse :  - des eaux pluviales ;  - des eaux issues de l'installation de granulation à réaliser trimestriellement ;  - des rejets aqueux en sortie du séparateur densimétrique de l'atelier de grenaillage.</p> <p>Puisque l'exploitant ne réalise pas les contrôles afin de suivre le respect des valeurs limites, aux fréquences indiquées dans son arrêté préfectoral.</p> <p>Il est proposé de <b>mettre en demeure</b> l'exploitant de <b>respecter la prescription du point 3.1.13.</b> surveillance des rejets de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 7 : Prévention des nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.4.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des valeurs d'émission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. La durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins. En cas de non-conformité, les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas présenté de mesure d'émission sonore, le jour de la visite. Toutefois il a fait réaliser un contrôle des niveaux de pression sonores en limite de propriété et en zones à émergences réglementées, le 11 et 12 octobre 2022.  Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral du 04 septembre 2008.  L'inspection rappelle à l'exploitant que le contrôle doit être réalisé tous les trois ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date et nature des vérifications ;</li> <li>- personne ou organisme chargé de la vérification ;</li> <li>- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  Dans le registre sécurité, l'inspection a constaté la présence du rapport d'intervention de la société intervenue en novembre 2021 sur les extincteurs.  L'inspection a également constaté la présence du rapport de vérification des installations électriques du 23 mai 2022.  Le Q18 indique "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion", suite aux deux observations non levées en 2021, et reportées en non conformités sur le rapport 2022.  Les non conformités ou anomalies sont les suivantes :  "Dans le local TGBT : tableau général basse tension  - Labo : Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection  Amélioration proposée : A remplacer (minimum requis 37 kA)  - Filtre + compresseur : Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection  Amélioration proposée : A remplacer (minimum requis 37 kA)."</p> <p>L'exploitant transmet, sous un délai de 2 mois, la levée des deux non conformités indiquées ci-dessus, faite par un électricien.</p> <p>Il est proposé de <b>mettre en demeure</b> l'exploitant de <b>respecter la prescription du point 4.3.</b> vérification de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 afin de s'assurer de l'absence de risques d'incendie ou d'explosion.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres déchets entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir informatisé son registre, depuis l'utilisation du logiciel TrackDéchets. Le jour de la visite, aucun registre de déchets entrants n'a pu être présenté à l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit envoyer à l'inspection sous un délai d'1 mois, le registre de déchets entrants complété pour l'année 2021 et 2022.</p> <p>Il est proposé de <b>mettre en demeure</b> l'exploitant de <b>respecter l'article 1</b> de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 concernant le registre des déchets entrants avec les données réglementaires notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ date d'entrée ;</li> <li>◦ le code et dénomination des déchets ;</li> <li>◦ la quantité en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>◦ l'origine (raison sociale, siret, adresse...)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres déchets sortants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b> Le registre des déchets sortants est informatisé, depuis l'utilisation du logiciel TrackDéchets. Le jour de la visite, aucun registre de déchets sortants n'a pu être présenté à l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit envoyer à l'inspection sous un délai d'1 mois, le registre de déchets sortants complété pour l'année 2021 et 2022.</p> <p>Il est proposé de <b>mettre en demeure</b> l'exploitant de <b>respecter l'article 2</b> de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 concernant le registre des déchets sortants avec les données réglementaires notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ date de sortie ;</li> <li>◦ le code et dénomination des déchets ;</li> <li>◦ la quantité en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>◦ la destination finale (raison sociale, siret, adresse, code de traitement).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois